LE MYSTÈRE D'UNE DISPARITION

CACHAIT LE MYSTÈRE D'UN CRIME

breuve a dû être assassinée

L'assassin présumé, le chimiste parisien Comte, à qui elle avait prêté 55.000 francs, s'est empoisonné à l'arrivée de la police ::: ::: ::: :::

Paris 2 4 décembre. — M. Comte, chimis-te, demeurant boulevard Malesherbes, qui avait emprunté une somme de 55.000 francs à Mile Delbreuve, la rentière disparue mys-térieusement de son domicile, avenue de la Grande-Armée, il y a quelques mois et qui dtait originaire de Rombly (Pas-de-Calais), prétendait avoir remboursé cette somme à Mile Delbreuve, il avait été convoqué par M. Faralicq, commissaire attaché à la direc-tion de la police judiciaire, hier, et ne s'élait pas présenté.

tion de la police judiciaire, hier, et ne s'était pas présenté.

Comatin, M. Pineau, secrétaire de M. Faralieg, s'est présenté au domicile de M. Comte, accompagné d'inspecteurs et l'a prié de le suivre à la police judiciaire.

M. Comte, qui n'était pas encore levé, a "demandé à s'habiller et est passé dans son cabinet de toilette. Au bout de quelques instants, les inspecteurs, surpris de ne pas le voir revenir, enfoncèrent la porte et trouvèrrent le cadavre du chimiste qui s'était emposonné.

Une mort foudroyante

Cest dans une chambre de bonne qu'ocpupait Conte, que les inspecteurs l'ont réveillé ce matin, après que le concierge de
l'immeuble se fut assuré qu'il était là.
Comte s'habilla aussitôt et lorsqu'il fut
prêt il demanda l'autorisation de se rendre
au cabinet. Il fut alors fouillé. Aucune arme
he fut trouvée sur lui, mais seulement des
papiers qu'il cachait dans son pantalon,
l'était ce qu'il restait de sa comptebilité.
Ces papiers, mis à l'abri, l'autorisation qu'il
sollicitait lui fut alors accordée.
A peine Comte était entré, qu'un râle très
fort se fit entendre. Los inspecteurs ouvrirent aussilôt la porte et Comte s'écroula à
terre en ralant.
Transporté aussilôt sur son lit, un médecin fut mandé, mais ne put que constater le décès. On n'est pas encore certain du
spicide. Il se pourrait que ce fut simplement
une crise cardiaque. Comte étant de santé
assez faible. Cependant, l'opision des personnes compétentes se porte plutôt vers
l'hypothèse d'un suicide par absorption de
cyanure de potassium,

Comte avait menti

Dans un précédent interrogsloire, le chimiste avait prétendu avoir remboursé la somme empruntée grâce à la vente d'une propriété qu'il possédait à Montgeron. Or, l'enquête menée a démontré que celle propriété n'a jamais été vendue.

M. Comte a présenté a la police un reçu le la somme, qui semble avoir été écrit par Mille Delbreuve elle-nième. L'hypothèse échafaudée par les commissions judiciaires sest que le chimiste a fait disparattre sa gréancière aussitôt qu'elle a signé son reçu. On sait que, d'autre pari, Mile Delbreuve avait l'habituéle de se rendre à Montgeron, aoutes les senaines et qu'elle entretenait le linge de M. Comte.

L'hypothèse du crime

L'hypothèse du crime

L'enquête de la police judiciaire, après voir commencé à St-Gemmes, près d'Angers, où Mile Delbreuve avait des amis, s'orienta bientêt plus précisément sur les tractations de Comte.
L'hypothèse du crime fut tout de suite la seule que retint la police, élant dounées les reprovictions religieures de Mile Delbreuve, convictions qui ne lui auraient pas permis d'attenter à ses jours.

Cette proposition de loi a pour but de per-mettre aux locataires qui pourraient bénéficier des dispositions de la loi sur les loyers qui est en ce moment au Sépat, d'éviter l'expulsion avant la promulgation de la loi.

Jusqu'au 1er Avril 1922

L'article premier fut adopté, il est ainsi conçu

" Dans tous les cas où il n'est pas intervenu une decision suivie d'execution et en l'absence d'une convention expresse entre les parties, il mera sursis jusqu'au ler avril 1922 à l'expulsion des locataires de bonne foi ».

ces locataires de bonne foi ».

On adopte l'article 2, qui stipule que ces dispositions ne s'appliquent que dans les communes
de 50,000 habitants et plus et dans les agglomérations urbaines situées dans un rayon moindre de 50 kilomètres de ces communes.

Goniaux a pu obtenir un régime de faveur pour les Régions libérées GONIAUX. — Les dispositions que l'on nous emande de voter s'appliquent elles aux régions D'autre part, la situation de fortune de Mile Delbreuve était alsée, Dans ces condi-tions, l'idée du guet-apens devait fatalement venir à l'idée des magistrats chargés de l'enquête.

l'enquéte.

Mile Delbreuve avait réalisé une partie de sa fortune, à Lille, dans l'atelier de couture qu'elle avait dirigé de 1914 à 1915, 13, rue Jean-Sans-Peur. Précédemment, elle avait dirigé une entreprise semblable à Béthune. Elle avait un frère, M. Jules Delbreuve, agriculteur à Herbignies, par Le Quesnoy (Nord).

Mile Delbreuve était née le 17 août 1860, à Rombly (Pas-de-Calais).

Où et quand le crime a-t-il été commis ?

Parmi toules les hypothèses rétenues par la police et expliquant la disparition de Milo Delbreuve, par un crime dont celle-ci aurait été victime, la plus vraisemblable est la sui-

Le jour qui précéda sa disporition, Mile Delbreuve aurait reçu la visite de M. Com-te, qui hi aurait demandé un rendez-vous pour le lendemain dans un endroit jusqu'ici inconnu et au cours duquel il liquiderait sa créance.

des raisons d'ordre personnel, le rour ues raisons acture personnes, le olimiste aurait demandé à sa créancière d'apporter, à ce rendez-vous, un reçu daté de juillet. C'est alors qu'il aurait fait dis-paraître la rentière et lui aurait dérobé le

On ignore encore à quelle date le crime On ignore encore a queue data le ornine aurait été commis, car depuis le 10 septembre, jour de son départ de Paris, Mue Debreuve aurait réclamé (les 12 et 19 du mênie mois) un extrait de naissance au maire de sa commune.

Malheureusement, on ignore encore d'où elle a expédié ces lettres, car la meirie au-rait détruit les enveloppes. On se demande si c'est bien elle qui réclama cette impor-tante pièce d'état-civil.

Des papiers révélateurs

Paris, 24 décembre.— Deux perquisitions ont été opérées cet après-inidi par M. Faralica, commissaire à la police judiciaire, la première au 19 rue Dupont de l'Eure, dans le bureau particulier de Comte.

L'autre perquisition a eu lieu 18 rue de Nanteava à Suresnes, dans le bureau la-liornioire où il travaillait pour le compte aune compagnée de navigation aérienne française. Comte occupait le premier bureau avec un ingénieur de ses amle en compagnée duquel si effectuait différents travaux.

Au cours de ces deux perquisitions, des papiers ont été saisis. Ils seront examinés et apporteront sans doute des précisions sur la disparition de Mile Delbreuve.

D'autre pert, l'autopsie ou corps de l'in-génieur chimiste sera pratiquée demain natin par le Docteur Paul, assisté de M. Kohn Abrest, directeur du laboratoire de toxicologie. Si le suicide est établi, on envi-sagera définitivement l'hypothèse de l'as-sassanat de Mile Delbreuve.

Jusqu'à masulenant, l'enquête n'a pas établ' si Comte s'était rendu à l'un tie ses bureaux le jour de la disparition de Mile Delbreuve.

personnes appel vos sentiments justice et huma-nice de la companio del la companio de la companio del la companio de la companio del companio del companio de la companio del companio de

Sursis aux Expulsés

La Chambre a voté le projet de loi Levasseur

La Chambre s'est réunie hier matin pour dis-teuter la proposition de loi d'Arthur LEVAS-SEUR et plusieurs de ses collègues, tendant à Burseoir aux expulsions de locataires.

::: Pour tuer la concurrence, les grandes Compagnies font supprimer la Caisse départementale d'assurances populaires.

Un scandaleux arrêt

de mort

Les trusteurs d'assurances du Nord sont dans la jubiletion! Par la main du Conseil d'Etat, ils viennent de faire le coup du père François à un concurrent qui les effrayait et dont ils complotaient la mort depuis ea naissance. Pour l'exécution de leurs cupides desseins, ils ont trouvé un auxiliaire précieux dans la plus haute juridiction administrative du pays.

Les agrences parisiennes d'informations

Les agences parisiennes d'informations transmettaient vendredi soir aux journaux cette incroyable dépêche, que nous avons publiée hier:

publiée hier:

« A la requête de l'Union Départamentale des Assureurs du Nord, le Conseil d'Etat a annulé l'arrêté du 31 janvier 1919, par loquel le Préfet du Nord a fondé et réglementé une Caisse départementale d'assurance populaire contre l'incendie, et rois délibérations du Conseil général, en date des ler mai, octobre et 5 décembre 1918, décidant la création de cette Caisse pour invraisemblable qu'elle fitte cette.

Pour invraisemblable qu'elle fôt, cette nouvelle n'a surpris aucum de ceux qui étaient au courant des agissements intérient au courant des agissements interesés des Compagnies d'assurances, acharnées à démolir une œuvre dont le caractère et le développement continu présentaient un danger pour leurs coffresforts.

Exposons, par des chiffres, les raisons de cet acharnement:

Succès rapide

En décembre 1918, sur la proposition de notre ami Couteau et après une minu-tieuse étude du projet, le Conseil géné-ral du Nord décidait la fondation d'une Caisse départementale d'assurances con-tre l'incendie,

le 1er avril 1919 et le succès ne tardat pas à encourager son action de protection pu-blique et de solidarité sociale. La démo-cratique initiative du Conseil général fut accueillie avec faveur dans tout-le dépar-tement et les municipalités tui prêtèrent leur concours avec empressement. Au 30 juin 1920, le nombre de Le nouvel organisme entrait en fonction le 1er avril 1919 et le succès ne tardait pr

Au 30 juin 1920, le nombre des assurés s'élevait déjà à plus de cinq mille. L'actif de la Caisse départementale se chiffrait à 85.571 francs, représentant, avec le ceution de 500.000 francs de notre Assemblée départementale, une réserve de 585.471 fr. largement suffisante pour faire façe à tous les risques.

Au 1cr août 1921, la Caisse d'assurances populaires du Nord réunissait 6.24 adhérents, dont 4.405 indigents, 1.737 assurés payants et un groupe de 182 constitué par des employés du département, des communes et d'établissements publics. L'actif se montait à 178.209 fr. 82 et la réserve à 653.62 francs.

A l'heure actuelle, les assurés sont plus de dix mille.

Cette extension rapide des opérations de la Caisse départementale s'explique par les avantages garantis aux assurés.

avantages garantis aux assurés.

En voici un exemple topique: un assuré avant fait couvrir sa responsabilité locative pour 5.000 francs, son mobilier pour 5.000 francs et son rieque de voisinage pour 4.000, paie une prime annuelle de 4 fr. 60. A une Compagnie privée, cette prime serait de 9 fr. 45.

En faisant de l'assurance gratuité des indigents l'objet principal de sa fondation, le Conseil général a tenu aussi à en faite profiter les personnes peu aisses et à leur fournir les moyens de réparations en cas de sinistre.

Les assurés inscrite sur les listes d'assurés inscrites sur les listes d'assurés inscrite sur les listes d'assurés inscrite sur les listes d'assurés inscrites sur les listes d'assurés inscrites sur les listes d'assurés inscrités sur

Les assurés inscrite sur les lietee d'as sistance médicale gratuite ne versent et la Caise départementale aucune cotis tion. Leur prime est fournie par le dépar tement ou les communes. Ils sont garan tis au même titre et aux mêmes condition

que les assurés payants.
Fondée, en principe, pour réparer les ai-nistres. la Caisse du Nord s'efforce en outre de les éviter et recommande toutes mesures utiles pour les prévenir, comme l'atteste la circulaire adressée dernière-

ment aux maires, à propos de l'incendie de l'Hippodrome de Douai. Les Compagnies d'assurances n'ont ja-mais montré pareille sollicitude, inspirée du souci d'écarter les catastrophes, d'em-pêcher l'amas des ruines et de préserver les existences humaines.

Un coup préparé

Un coup préparé

L'incessant développement et la nature même de l'institution départementale, émurent et inquiétèrent les directeurs des grandes Compagnies, jusqu'alors mattresses absolues du marché des assurances.

Dès le début de la fondation, ils mirent tout en œuvre pour la renverser et se livrèrent, sans aucun scrupule sur le choix des moyens, à de tenaces travaux d'approche. Depuis trois ans ils s'agitent autour de la Caisse départementale comme des requins autour d'un navire, avides de se repattre goulument.

Leur offensive vient d'être, en apparence du moins, couronnée de succès, grâce au Conseil d'Etat. Les Compagnies escomptaient, attendaient impatiemment ce résultat et d'avance chantaient victoire. En effet, le 26 mars dernier, une agence du Nord adressait aux secrétaires de mairie une lettre ainsi conçue, — qui fut communiquée aux conseillers généraux à la session d'acoût:

sion d'août:

Nous apprenons que la Caisse dépariementale de l'assurance du Nord va devoit très prochainement cesser ses opérations.

Aussi nous empressons-nous de vous informer que nous sommes tout disposés d'aire le remplacement des polices sous-crites par les habitants de vote commune et qui seront donc toutes annulées.

Nous pouvons même, d'ores et déjàt délivrer des polices à effet différé jusqu'au jour où le contrat de la Caisse départementale aura cessé de couvrir l'assuré de sorte que ca dernier, automatiquement, emfinuera d'être couvert sans courir le risque d'être sinistré, et non indemnisé par ce que pas assuré, s'il attendait pour le remplacer que son ancien contrat soit devenu sans effet.

Nous sommes, en outre, heureux de vous laire servieux en contrat servieux de vous distre servieux de vous des la commune, en outre, heureux de vous laire servieux de vous des paries en coutres de vous des la communes, en outre, heureux de vous distre servieux de vous de la commune de la commune de venus de

devenu sans effet. United control sous faire savoir que sur tous les contrats sous-erits pour dix années, que nous déliverons per voits intermédiaire, « nous vous réservers mue commission de cent vingl-cinq pour cent v (125 %) de la prime nette de première année s'il s'agit d'un risque simple, et une commission annuelle de 10. 'É de-cette prime s'il s'agit d'autres risques résitiables annuellement. Nous osons croire que ces conditions que vous ne manqueres pas d'apprécier, seront de nature à vous inviter à prendre notre offre en considération.

N'est-il' pas étrange, pour ne pas dire scandaleux, de constater que les Compagnies, dès le mois de mars, prévoyaient, sinon connaissaient déjà l'arrêt rendu hier par le Conseil d'Etat? Elles voulaient maintanir leur fructueux monopole et le suprême tribunal administratif, sacrifiant l'intérêt public à des appétits particuliers, leur a donné gain de cause.

Rien de changé

Rien de changé

L'assaut concerté contre la Caisse départementale jette un défit à la conscience publique et semble avoir réusei. Mais, en réalité il n'en est rien.

La création du Consoil général du Nord se défend en droit et en fait. Ceux qui ont voulu l'écraser en seront pour leurs vaines manœuvres et leur honte.

L'institution continuera à fonctionner, sous un autre nom peut-être, mais dans le même champ d'action.

Les assurés dont la police expire le 31 décembre, ne doivent pas hésiter à la renouveler, car toutes les garanties leur sont maintenues.

En dépit des sournoises attaques dirigées contre elle, avec des complicités évidentes, l'heureuse initiative, utile et bienfaisante, de notre Assemblée départementale pour suivra son œuvre de solidatifé humaine.

E. POLVENT.

Un Landru Suisse Trois enfants enlevés

ou communes voisines où les demandes sont tombreuses en raison de leur proximité avec les communes detruites. La situation de nos régions dévastées est donc todalement différente de celles des autres régions de la France qui n'ont pas été envahies. Je voudrais rappeter à M, le Gerde des Sceaux la teneur du telégramme que lui ont adressé ces jours derniers la Fédération Postale et la Fédération des Fonctionnaires. Au nonn Fédération des Fonctionnaires. Au nonn Fédération Postale et Fédération Fonctionnaires dont nombreux membres venus dersiès armistice dans régions dévastées y aont des siens de la commission de la comment de la commission de la comment de la comme Il revolvėrisa la mère depuis armistice dans regions devastes y sont plus que periout exploités par spéculation odieuse sur loyers, sans pouvoir bénéticer progations pour locations antérieures à la guerre, attrons voire haute attention sur danger social 3 milliers expulsions locatairse exécutoires dans Nord le fer janvier. A Lille, seutement où guerre détruisit totalement plus de 5,000 appartements. 500 ménages vont être ainsi jetés à la rue pièta hiver et mis dans impossibilité trouver abri pour milliers personnes. et étrangla la fille

Genève, 24 décembre. — Le nommé Muller, qui a été arrêté à Laufenbourg, pour avoir tué Mme Ravizza et sa fille, a déclaré qu'il avait promis le mariage à la première et qu'il lui avait fait quitter l'aebier de tricotage où elle travaillait à Berlingen, pour la faire installer à Zurich. Le 14 octobre, l'invita les deux femmes à diner, après avoir expédié leurs meubles à Zurich; après ce rereas, il tua les deux femmes, l'une à coups de revolver. l'autre en l'étrenglant. Le coup fait, il retourna à Winterthur.

Quelques jours plus tard, il alle chercher les meubles à la gare de Zurich et les vendit.

Muller, arrêté à Laufenbourg, au moment de \$40.000 habitations du fait invasion.

** Du fait de la guerré, 340.000 habitations, nous font d'anu, dans les régions dévastées et nous attirons votre attention sur le danger social que constituernant les expulsions en masse dans les régions libérées. La situation est très délicate dans nos régions dévastées et doit être régiée per une loi spéciale. Nous vous cemanons, au cas où le projet que nous discutons actuellement serait voié tel que M. le Garde des Sceaux et M. le Président de la Commission nous l'ont défini, de décider qu'il soit particulièrement tenu comple de la situation des Régions dévastées Très hien, très bien].

LE PRESIDENT — MM. Goniaux et Ringuier ont déposé un amendement qui deviendrait l'auticle 3 et qui lend à rendre la loi applicable aux régions libérées sans tenir comple de l'imporsance de la population des communes.

La Commission accepte l'amendement qui fut mis aux voix et adopté sinsi que l'ensemble du projet.

vendit.

Muller, arrêté à Laufenbourg, au moment
où il allait voir sa femme — car îl est marié — fut transféré à la prisond'Aarau. Îl
tenta dans sa cellute de s'ouvir les veines
du poignet au moyen d'un débris de verre
proveniant de la fenèrre de sa cellute, mais
il ne se fit que des blessures insignifiantes.

Mort tragique d'un boxeur IL S'EST TUE EN TOMBANT SUR LE RING

régions libérète sans tenir compte de l'impor-tance de la population des communes.

La Commission accepte l'amentement qui au mis aux voix et adopté sinsi que l'ensemble du projet.

LIRE EN DEUXIEME PAGE

LA SEANCE DE L'APRES MIDI

Tour à tour ils sont volés

par leur père et leur mère

Dar leur père et leur mère

Londres, 24. — Une riche américaine bellefille d'un authentique milliardaire, qui était
descendiue dans un hôtel du West End, à Londres, disparaissait, subitement, dimenche dernier, aves ess entants. Des recherches, immédiatement entreprises n'avaient donné aucun résultement entreprises n'avaient denne viennent de récover une lettre, les avisant qu'elle se troudes parents de nouré son départ de
Londres de sule de mystère que pour empêcher
entants. L'américaine, en et de un enverence
entants. L'américaine, en et de un terre de la des entants. L'américaine, en et de un des difficultés
avec son mari el les deux époux se sont séparés.
La garde des enfants avait été ebandonné à la
mère. Samedi dernier une puissante automobile
avec ses enfants. Trois hommes en descendaient et pénéraient dess l'hotel. Pendant que
l'un détournait l'attention de la bonne, les deux
autres s'emperaient des l'incliéent, comprit que son mari venait de lui voler
autres de l'incliéent, comprit que son mari venait de lui voler
rece un'anis - Avec le secours d'un détective, elle
découvrit bientot une piste et, dimanche matin,
elle arrivait en automobile au me ferme solée,
sur la côte du comité d'Essex. Les enfants étaient
bien là. Elle reentra immédiatement à Londres
avec eux, Dens la sotrée, elle sortit pour faire
une promenade et ne repartut plus.

LE MUMBRO DE NOEL

LA FIN TRAGIQUE D'UNE AVENTURE

FRANCO-BELGE D'AMOUR ADULTÈRE

La Vengeance d'un mari trompé

Un marchand belge poursuivant sa femme et son amant les a retrouvés à Lille et les a abattus tous deux à coups de révolver ::: :::

Un ménage désuni

Le 31 juillet 1915, se mariait à Bruzelles le sieur Craisson Nicolas-Joseph, actuelle-ment âgé de 51 ans, avec la deme Kickens Hortense, de quatorze ans plus jeune que

lui.

Les époux habitaient à Bruxelles, rue Lenay, 65, où le mari exerçait la profession de marchand forain.

La paix était loin de régner au sein du ménage, la femme étant un peu volage et l'époux jaloux, violent.

Le 21 juillet 1921, Mime Craisson quittait son mari pour suivre son ament, un sieur Charles Jacob, 30 ans, charretier, avec lequel elle entretenait soi-disant des relations depuis plus de trois ans, et ils se réfugièrent ensemble à Liévin.

Des menaces

C'est là que l'époux trompé retrouva les amoureux. Après avoir acheté un revolver à Lens, il se rendit devant leur demeure et tira un coup de feu dans la maison, sans atteindrep ersonne.

Arrêté aussitôt, il fut condamné par le tribunal correctionne de Béthune à deux mois de prison et 16 francs d'ameude.

Pas de pardon!

Sa peine purgée, Craisson rentra à Bruxelles, en faisant de nouveaux projets de
vengeance. Ayant appris que l'infidèle se
trouveit à Lille, il débarquair hier, à seize
heures, dans cette ville et se randait immédiatement dans le quartier de la rue de
Juliers, très fréquenté par les Beiges.

Là, il eut vite appris que sa femme habitait à l'estaminet tenu par Mnie veuve l.ance, rue d'Arcole, 50.

A 20 heures, il se rendit devant le café et
à travers les rideaux de la fenetre du deurième étage, il aperqu'i la silhouette de sa
femme.

Il routra dans le débit of il prit un vin

riange etage, il aperqui la silhouetta de sa femme.

Il routra dans le débit où il prit un vin bianc. Puis it ressortit, et par la porte du couloir rentra dans la maison quatre à quatre et es trouva devant la porte du logement des fugitifs.

Il frappa et ce fut Jacob qui vint ouvrir. Ce dernier, en voyant Craisson braquer sur lui son revolver, s'écria en levant les mains : « M. Nicolas, M. Nicolas, je vous en supplie, ne tircz pas! »

Mais n'écoutant pas ces paroles, le mari décharsea quatre balles de revolver sur son rival en criant : « Pas de pardon, aujourd'hui! »

Atteint au seln droit et à l'épaule gauche, le malheureux parvint à s'éclipser et, à des-

Attent du sein groit et a repaus gausse, le malheureux parvint à s'éclipser et à descendre au rez-de-chaussée, et son de terreur, se cacha dans la garde-robe de la cabactière. C'est là qu'on le retrouva tout ensanglanté.

A bout portant

Craisson voulut alors se venger sur sa femme, mais ne le voyant pas, il la chercha et si la trouva biotite derrière la porte. Alors, il lui tira, à bout portant les deux balles qui lui restaient. Maigré que l'un des projectiles eut pénétré derrière l'oreille, la victime se sauva et se réfugia dens une chambre voisine.

Dans la soirée d'hier, la populeuse rue d'Arcole, à Lille, fut mise en émoi par un charger son arme pour se suicidem, mais d'arme conjugal, qui s'est déroulé au n. 50 de la dite rue.

L'arrestation

Pendant qu'on allait chercher un 1866 teur, pour soigner les victimes, la jound fille de Mme Laure alla prévenir les agents du 6e arrondissement.

Les agents Héron, Héron, Wattez et Durand se mirent aussitot à la recherche de meurtrier, qu'ils retrouvèrent à l'externiment de la Ville de Roulers, 111, rue de Justiers.

meurtrier, qu'ils retrouvèrent à l'esteminet de la Ville de Roulers, 111, rue de Jailers.

Ris le désarmèrent et le condusirent at poste du 6e arrondissement. Sur le percours les agents eurent toutes les peineu du monde pour ne pas laisser lyncher le meurtrier par la foule, qui lut décocha quelques horions, linformé de ce drame, M. Caillet, commissaire de permanence, se rendit avec son secrétaire, au Commissairat de la place Verte pour interroger Craisson. Il ne rendit également rue d'Ancole pour se lityrer à une première enquête.

Craisson qui est un homme d'une asset forte corpulence, ne parait pàs du tout émolionné du drame dont il a été l'auteur, et lume prisiblement sa pipe assis près du feu dans le poste de police.

L'aruse qui fut saisse sur lut est un revolver neuf de 12 contimètres de longueur acheté it y a 15 jours à Bruxelles, avec dans le poche de Craisson, les deux balles qui devaient lui servir à se doner la mort. Craisson a été écroué au dépôt en attendant la fin de l'enquête.

L'état des victimes

L'état des victimes

M. le Docteur Dhaine pansa les hiessée et les fit admettre à l'Hôpital de la Charité, Jacob so trouve dans un état. décoméré, l'un des projectiles lui ayant traverse le poumon.

poumon.

Quant à la femme Craiscon, vn espère pouvoir lui extraire la balle qui se'st légéd dans la tête et la sauver.

H. D.

La voleuse d'enfant nie toujours

Lyon, 23 décembre, — Léonie Ducks, à la-quelle la justice, en la personne de M. Thuillier, substitut du procureur de la République, avait notifié jeudi le mandat d'amener décerné contre elle, par M. Bacquert, juge d'instruction à la seme, avait quitté l'Hôdel-Deu en croyant qu'on le transportait à la demande de son ami, dans pre climines.

Seine, avait quitté l'Hotel-Deu en croyant quone a transportait à la demande de son ami, dans une clinique.

A l'infirmerie des nouvrissons de la prison St. Joseph, en se réveillant, vendredi matin, elle pendit toute filusion.

M. Naud, sous-chef de la sûrelé, est venu visiter Léonie Duclos. Une dernière tentativa pour obtenir de la prisonnière le vérile, échoua comme les précédentes. Erréductible, la jeune jeune leume se born à rejeter sur la femme bionde de la rue d'Amsterdam, loute la responsabil de ur rapt du petil Passepont.

Léonie Duclos insiste pour être transfère sus-sitot que possible à Paris, persuadée, dit-elle, que c'est seulement sa confrontation avec Mms Passepont, Mms Fillioux et le chauffeur Ledeme, qui démontrers la sincérile de ses déclarations.

Il est probable que la voleuse d'enfant sera dinanche ou lundi transférée à Paris, où est déjà rentrée Mme Passepont et son bébé.

Le Crime d'Arras

Le mystère plane sur l'assassinat de la veuve Suaton

Une maison bourgeoise, à la façade délabrée et maculée de houe, sise à l'angle
des rues Neuve-Saint-Etienne et de la petite rue Saint-Etienne, c'est dans cette hahitation d'aspect plutôt inhospitalier que
s'est déroulée la sangkante tragédie dont
le « Réveil » a entretenu hier ses lecteurs.
C'est derrière cette porte peinte en jeune,
à la couleur écaillée et lavée par les intempéries, que la veuve Suaton, née Zélie
Allard, a trouvé une mort horrible.
C'est au fond de ce long coudoir, aux
murs dénudés et crépis à la chaux jeunâtre, qu'une main traîtresse et inconneencore a asséné le terrible coup de hache
qui coucha pour toujours la septuagénaire.

Comment fut découvert.

Dominant sa terreur, elle s'éténça de-

a la couleur écaillée et lavée par les intempéries, que la veuve Suaton, née Zélia Allard, a trouvé une mort horrible.

C'est au fond de ce long coutoir, sux murs dénudés et crépis à la chaux jaunâtre, qu'une main traîtresse et inconnue encore a assèmé le terrible coup de hache qui coucha pour toujours la septuagénaix.

Comment fut découvert.

le crime?

Vendredi, vers 2 heures de l'après-midi, une blanchisseuse se présentait avec son lings au numéro 9 de le Petite-Rue-Saint-Ettenne. Elle sonna..., une fois, deux fois... A cette heure, d'habitude, cependant, la propriétaire de la maison était chez elle. Que se passait-fl?

Une dernière fois, avant de continuer sa route, elle tira le cordon de la somnette avec plus de vioience encore pour s'assurer at la veuve Suaton était réclement sortie. Une fenêtre du pramer s'ouvrit alors, et une jeune fille passa la tête à la croise pour se rendre compte des causes de ce tintamarre inaccoutumé.

Reconnaissant la blanchisseuse:

— Ah, c'est vous, dit-elle Vous cherchez Mme Suaton? N'est-elle donc pas au-rezcheussée?

— Apparemment non, répondit l'interpellée.

— Patientez une seconde, je descenda et viens vous ouvrir.

Vision d'épouvante

Mile Saintpré, soi-disant modiste de son état, locatair de Mme Suaton, qui vonait

demande de voter s'appliquent elles aux régions libérées? « Il a été convenu qu'une loi spéciale réglementerait la situation de ces régions. La commission ple législation civile est saisse de la question et ai je suis bien informé, le rapporteur inghels à déposé ce rapport. Il ne faut pas oublier que les dispositions de l'article 22 de la loi que le Chambre a vivile et qui se trouve actuellement au Sénat sont inapplicables aux régions libérées. En eflet, que dit cet article? Cecl: « La présent loi est applicable à Paris dans un rayon de 50 kilomètres et au-dessus et dans celles on le farnier recensement a révélé une augmentation de la population». » Or, dans les régions libérées, la population de la population ». » Or, dans les régions libérées, la population d'était pas totalement rentrée au moment du liernier recensement en 1920. Il rentre encore leus les jours des évecués. Le poursais etter auxemple pour Dousi. Nous avions en 1914, 2000 habitants, auternier recensement, nors hi avions pas retrouvé ce chiffre; acuellement, nous le dépassons. C'est la même chose pour l'autres villes et communes. Il feut tenir compte unusé de la gituetion spéciale de certaines villes.